

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 mai 2017

CAUSERIE

Il n'y a que le mouvement ouvrier et son avant-garde qui ne parviennent pas à se refonder. Sont-ils voués à disparaître ?

Dégénérés, décomposés, disloqués, fossilisés, putréfiés, doit-on en déduire que le prolétariat ne parviendra jamais à atteindre le niveau de conscience pour dépasser le stade du capitalisme et à s'organiser pour y parvenir, donc à accomplir la tâche historique qui consistait à passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, à mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Son déclin est-il inexorable ainsi que celui de la civilisation humaine qui lui est lié, que le capitalisme entraîne vers l'abîme ?

J'ai envie de dire qu'en discuter à l'infini est devenu indécent au regard des difficultés et des souffrances que le capitalisme impose injustement quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles.

Les uns et les autres refusent obstinément de répondre aux questions que nous avons posées. Ils ont rompu avec le marxisme et je vais en donner un exemple.

Le POID nous dit qu'il existerait une contradiction entre les aspirations des travailleurs qui entendent rompre avec les institutions et qui ont voté Mélenchon ou qui participent ou soutiennent son mouvement, et la politique de Mélenchon qui s'inscrit dans le cadre de ses institutions ou d'une cohabitation plus qu'hypothétique avec Macron.

Je pense que leurs aspirations ne sont pas fondées telles qu'on les entend, parce qu'ils n'ont pas conscience de la signification politique ou de la portée historique de la liquidation des institutions, ce qui explique pourquoi ils se sont tournés vers Mélenchon, bref, ils ne sont pas du tout convaincus de la nécessité de renverser le régime en place, autrement dit leurs illusions qu'ils peuvent avoir dans Mélenchon sont secondaires par rapport à celles qu'ils manifestent encore dans le régime. Et la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi ? On pourrait être plus précis, quels intérêts y trouvent-ils, quels sont leurs réelles motivations ?

Une autre question devrait nous venir spontanément à l'esprit. Comment interprètent-ils leur condition. Ne leur prêtons-nous pas une interprétation qui ne correspond pas à la leur ? En allant plus loin, on devrait aussi se demander comment ils interprètent la situation. Sont-ils en mesure d'en tirer la conclusion qu'elle est le produit du développement du capitalisme et de la lutte des classes ? Qui oserait penser qu'ils auraient atteint ce niveau de conscience politique ? Ne serait-ce pas là plutôt l'origine de leurs illusions ?

Il ne faut pas oublier qu'ils sont à la fois le problème et la solution ou que tout changement de société ne pourra pas s'accomplir sans eux, ce qui nécessite qu'ils aient atteint un certain niveau de conscience, et le fait qu'ils se tournent vers Mélenchon tendrait à prouver qu'ils n'y sont pas encore parvenus, loin s'en faut. Donc je pense qu'il y a une erreur d'appréciation sur la nature des illusions de ces travailleurs, ils baignent encore en pleine confusion que Mélenchon entretient par ses prises de positions, ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais peine à savoir ce qu'ils veulent vraiment, j'entends sur le plan politique.

Macron, le Premier ministre et Gattaz pour le Medef viennent de confirmer qu'ils comptaient sur les législatives pour "pour réformer le Code du travail le plus vite possible" (Gattaz), donc en recourant aux ordonnances. C'est pour ainsi dire un fait acquis, puisque même si REM n'obtenait pas la majorité absolue, ils pourront compter sur LR et le PS pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Maintenant, paradoxalement ou en désespoir de cause, il faut se dire que la situation serait différente ou le rapport de forces ne se présenterait pas de la même manière si FI avait 50 ou 150 députés, reste à savoir comment ils réagiraient. J'ai l'impression que pour Mélenchon la situation serait plus confortable si FI n'obtenait qu'une poignée d'élus, j'en suis même arrivé à la conclusion que seule sa candidature comptait pour lui.

Les arguments politiques avancés par le POID sont corrects, je n'ai jamais légitimé une hypothétique cohabitation Macron-Mélenchon, et je sais que quels que soient le nombre d'élus qu'aura FI, ce ne sera pas suffisant pour empêcher Macron d'appliquer sa politique, en revanche sur le plan tactique cela pourrait avoir une influence sur le positionnement des différents acteurs du mouvement ouvrier... On attend que les partis ouvriers condamnent vigoureusement l'attitude des dirigeants syndicats qui ont accepté de rencontrer Macron après qu'il eut fait connaître ses intentions.

Quoi qu'il en soit, nous devons concentrer notre combat politique contre les institutions dont l'aspect antidémocratique a fait l'objet d'une démonstration éclatante lors de la présidentielle, donc contre Macron en martelant qu'il est ultra minoritaire et illégitime, contre l'Assemblée nationale, contre l'oligarchie et ses médias qui entendent instaurer un régime totalitaire.

Puisque la politique de Macron est ouvertement réactionnaire sur toute la ligne, puisqu'il a indiqué clairement gouverner pour le compte de l'oligarchie, puisqu'il a manifesté l'intention de passer en force, il faut proposer aux travailleurs résolument leur négation, la République sociale, le socialisme et le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour les imposer, tout en soutenant toute initiative qui s'inscrirait dans cette direction, sachant qu'elle sera forcément bourrée d'illusions ou de contradictions dans un premier temps, et sans perdre de vue que les faits ou le développement de la situation se chargera de les mettre à nu ou de les broyer, à nous de faire en sorte que les travailleurs et les militants en tirent le moment voulu les enseignements politiques qui s'imposeront pour aller de l'avant, les recruter, les organiser, ne leur tournons pas le dos, ne les traitons pas de petits bourgeois ou de lèche-culs de Mélenchon, c'est humiliant, évitons toute forme d'invectives ou de mépris qui ne serviront pas notre cause, soyons modestes, patients, fraternels, procédons méthodiquement, logiquement, essayons d'avoir une attitude exemplaire, prenons la réalité telle qu'elle se présente à nous, car c'est le seul moyen pour parvenir à partager nos idées.

Nous devons expliquer la situation et notre politique aux travailleurs et non tenter de leur imposer. Ils doivent se forger eux-mêmes leurs propres convictions, personne ne peut le réaliser à leur place. Qui sait écouter peut inspirer la confiance et le respect, toute autre démarche est vouée à l'échec. Militer n'est pas un truc qui s'improvise et qu'on fait en dilettante ou qu'on décide à la légère, car il ne faut pas oublier qu'on peut influencer le mode de pensée ou d'existence d'un tas de gens, les déstabiliser ou leur occasionner plus de problèmes qu'on en résoudra, c'est une énorme responsabilité que l'on endosse et dont on doit avoir parfaitement conscience. Je sais qu'aucun militant n'a reçu une formation où ces principes auraient été enseignés et c'est un tort, donc on ne les jugera pas. C'est un peu comme lorsqu'on décide d'avoir un enfant, on doit être en mesure d'en assumer toutes les responsabilités et elles sont énormes.

Les militants doivent parler entre eux de tout cela, librement, ils ont tout à y gagner je leur assure. Je sais que la vie est faite de bien des désillusions, cela fait partie de cet apprentissage qui finalement dure toute une vie, tout comme notre lutte. Adoptons cet état d'esprit positif, optimiste, humaniste, en ne cessant jamais de nous situer sur le terrain de la lutte des classes, et je vous garantis que quels que soient les épreuves que vous réservera l'existence ou la société vous pourrez les surmonter et en tirez profit, et si votre condition ne vous procure que peu de plaisirs,

en compensation de tous vos efforts, de votre droiture d'esprit ou morale, vous tirerez satisfaction de votre comportement ou de votre état d'esprit, vous en serez agréablement surpris et ce sera amplement mérité. Bien mal acquis ne profite jamais dit-on, et bien si nous demeurons digne de notre idéal, nous n'aurons pas à rougir de profiter aussi de la vie, de nous sentir heureux parfois, nous serons certains d'atteindre la vieillesse sereinement.

Régime totalitaire. Grâce au PS et aux médias l'oligarchie a conquis le pouvoir politique et France Télévision passe (officiellement) sous la coupe du CAC40.

LVOG - Articles composés de plusieurs extraits de presse de sources diverses.

- Pujadas viré et remplacé par Anne-Sophie Lapix, fille de Claude Lapix, le plus grand promoteur de Saint-Jean-de-Luz, et épouse d'Arthur Sadoun qui prendra la présidence de Publicis France le 1er juin 2017.

Lapix, habitée par une ambition dévorante, arrogante et décomplexée, cynique, "mordante" selon Virginie Spies, sociologue des médias, dans l'Express.

Ce couple de pouvoir que forment Anne-Sophie Lapix et Arthur Sadoun reçoit à domicile. « Une fois par mois, ils font un dîner dans leur maison de maître du XVI^e arrondissement avec des grands patrons et des personnalités des médias », nous renseigne un convive. Récemment, on a pu y voir le P-DG d'Orange Stéphane Richard, le producteur Stéphane Courbit, et Alexandre Bompard, le P-DG de la Fnac, au conseil de laquelle siège Arthur Sadoun.

De l'avis général, Arthur est à l'aise avec les barons du CAC 40. Comme son père, l'ancien dirigeant de l'Ifop et grand résistant Roland Sadoun (1923-2005). « Enfant, il sautait sur les genoux de Michel Bon, le président de Carrefour, et Alain Minc, qu'il côtoie au polo, le suit depuis longtemps », relate une bonne connaissance.

Mon ami Yannick Bolloré

Que font ces deux rivaux quand ils se croisent ? La bise. « On est quasiment de la même génération, on évolue dans le même milieu et on a plein d'amis en commun », nous confie le P-DG d'Havas, Yannick Bolloré. « Arthur est très facile à joindre, très blagueur et très fort pour se faire aimer des gens », poursuit le fils de Vincent Bolloré. capital.fr 28.04

France Télévisions collabore régulièrement avec l'empire Publicis et lui a même confié le repositionnement de ses chaînes. Du coup, certains y voient un conflit d'intérêts. Le débauchage de Lapix simultanément à l'arrivée à l'Elysée de Macron ne serait donc pas forcément une coïncidence, selon ses détracteurs. De plus, il est reproché à son mari d'être l'un des soutiens financiers du leader de "La République en marche", même s'il ne l'a jamais reconnu publiquement.

Quelques jours après l'arrivée d'Emmanuel Macron aux commandes de l'Etat, l'annonce du départ de David Pujadas apparaît comme une décision... politique. Même si Delphine Ernotte s'en défend, sa proximité avec le nouveau président de la République ne serait pas étrangère à cette éviction. En effet, le 3 mai dernier, le président de France Télévisions s'était empressé d'embrasser Brigitte Macron lors de son arrivée sur le plateau du débat d'entre deux tours.

Delphine Ernotte a de son côté réagi en déclarant qu'il s'agissait de sa décision et qu'elle n'avait pas à l'expliquer. Cependant, l'explication semble toute trouvée. En effet, lors de son arrivée à la tête du groupe du service public, il y a 2 ans, Delphine Ernotte a été très claire : plus de modernité, plus de femmes et moins de blancs de plus de 50 ans.

Une promesse tenue avec le renvoi notamment de Julien Lepers, animateur vedette de Question Pour un Champion, qui n'a pas hésité à parler d'une véritable discrimination.

Les propos de Delphine Ernotte sont d'autant plus problématiques du fait qu'il s'agisse du service public. Par ce statut, l'Etat est actionnaire de France Télévisions. La politique discriminatoire menée par Delphine Ernotte est donc financée par... le contribuable.

Mais cette éviction devrait plaire à Emmanuel Macron. En effet, David Pujadas sera remplacé par Anne-Sophie Lapix dont le mari, Arthur Sadoun, est président de Publicis France, présent au CAC 40. Une véritable petite tambouille entre amis.

En complément.

- Michel Field, le directeur de l'information de France Télévisions, démissionne - leparisien.fr 22.05
- Charles Hufnagel, frère de Johan Hufnagel, directeur en charge des éditions du journal Libération, a été nommé au poste de directeur de la communication du Premier ministre.

Parole d'internaute.

- "Complément d'enquête – France 2 – 24/03/17 L'aveu d'un journaliste Pierre Le Masson SNJ de La Voix du Nord : notre rôle c'est d'informer les gens pour qu'ils votent correctementcontrairement aux idées reçues la propagande n'est pas née dans une dictature mais au coeur de la démocratie les USA avec : Edward Bernays la fabrique du consentement ... l'idée qui a présidé à la naissance de l'industrie des relations publiques était explicite : l'opinion publique devait être « scientifiquement » fabriquée et contrôlée à partir d'en haut, de manière à en prendre le contrôle ? L'ingénierie du consentement est l'essence même de la démocratie, persuader et suggérer, nous sommes pareils à Mowglie devant Kaa."

Ce n'était donc pas la démocratie ! Quand on relate un fait ou une expérience, la pire des choses consiste à ne pas aller au bout de son analyse...

Instrumentalisation et formatage des consciences. Intentions inavouables et généreuses donations.

- Valérie Pécresse subventionne SOS Racisme et l'inter LGBT ! Mercredi, lors de la Commission permanente d'Ile-de-France, la présidente du Conseil régional a distribué 25 000 € à l'association antiraciste. L'édile de droite est donc plus généreuse que la mairie de Paris et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, tous deux de gauche, qui ont respectivement distribué 1 000 et 2 000 €. Pas de jaloux, Valérie Pécresse a également versé 25 000 € à l'Inter LGBT.

Une sélection de quelques vidéos.

David Pujadas viré par une Macroniste !
<https://www.youtube.com/watch?v=-bSz1urEz6w>

Comment Macron nous a été imposé. <https://www.youtube.com/watch?v=o-ftuePsv2E>

La flingueuse de France Télévisions
<https://www.youtube.com/watch?v=Ms9NTorQkk4>

Virus Zika® breveté en 1947 par la Fondation Rockefeller...
<https://www.youtube.com/watch?v=uiDeaon7zbs>

Le lobby pharmaceutique et l'empire Rockefeller
https://www.youtube.com/watch?v=PdRCgnkIX_I

Qui a dit ?

« Je pense que vous pourriez dire (...) que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Réponse: Le diplomate américain George McGhee.

(Source : « L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.)

La première réunion du groupe Bilderberg présidé par Rodkefeller a eu lieu en 1954 et le traité de Rome a été signé trois ans plus tard.

Macron ou la psychopathie aggravée

"Macron est un psychopathe" : l'analyse d'un psychiatre italien
<https://www.youtube.com/watch?v=NNDgsw39m9s>

Révélation MACRON Wikileaks 22/05 - La campagne d'E.M payée par des banques. 13 Millions d'€ de dons !
<https://www.youtube.com/watch?v=YKF52PrdiRU>

Vous comprendrez le déroulement des opérations. Voici comment Emmanuel Macron a payé sa campagne. Plus de 13 millions d'Euros payés en grande partie (plus de 57%) par du racolage financier auprès des banquiers d'affaires Rothschild mais aussi dans divers pays, notamment la Suisse, l'Angleterre, les États Unis, il a même tenté l'Afrique. Toute une équipe de banquiers autour de lui qui se sont occupés grâce à leur carnet d'adresses de trouver des fonds, notamment une grande partie chez les Rothschild, mais aussi dans le privé. Voyez tous les détails dans la vidéo.

Bon visionnage ;) et pardon pour les fautes d'orthographe, je m'en suis rendu compte trop tard ;) J'ai mis un S sur 1 don(s) Mais je sais que vous ne m'en voudrez pas)

Le dauphin et la reine mère n'attirent pas les foulent.

- Kennedy arrive ! (Mais les trottoirs de Paris sont vides par Daniel Schneidermann - nouvelobs.com 15.05

Bruine ou éclaircies, ils restèrent désespérément vides. Vide la place Charles de Gaulle. Vide la place de l'Hôtel de ville, que montraient les impitoyables plans aériens. Mais la machine semblait ne pas les voir, ces trottoirs vides, qui criaient pourtant l'indifférence populaire à cette journée de Sacre. Toute une machine tournait à vide, et se voyait tourner à vide, car la machine a des yeux, et ces yeux voyaient comme les nôtres ces trottoirs vides. C'est un vrai talent, toute une journée, de parvenir à ne pas voir l'immanquable éléphant dans le couloir. nouvelobs.com 15.05

Qui ne le souhaite pas ?

- LREM lance sa campagne pour donner une majorité à Macron - Reuters

Le secrétaire général de La République en marche (LREM), Richard Ferrand, a lancé mardi la campagne des législatives en appelant ses partisans à tout faire pour convaincre les électeurs de donner une majorité à Emmanuel Macron au mois de juin. Reuters 23.05

- Le Medef souhaite que Macron ait une majorité de députés - Reuters

Le Medef souhaite qu'Emmanuel Macron obtienne une majorité aux élections législatives pour réformer le Code du travail le plus vite possible, a déclaré son vice-président chargé des PME, Thibault Lanxade, lundi sur France Inter.

"Il faut aller vite. Il faut qu'il ait l'entièreté des moyens", a-t-il déclaré. "Il faut qu'il ait une majorité pour pouvoir faire en sorte que ses ordonnances puissent passer."

Pour Thibault Lanxade, "il faut faire en sorte que ça puisse être effectif le plus tôt possible" pour bénéficier du retour de la croissance "avec un code du travail plus flexible". Reuters 22.05

En complément.

- Et si on cessait de critiquer les énarques - Le Point.fr

Ils seraient partout. À la présidence de la République, à Matignon, omnipotents aux commandes de l'administration. Mais, au fond, qu'y a-t-il d'extraordinaire et de problématique à cela ? Des administrateurs, formés à l'administration, se retrouvent à diriger l'univers administratif. Certes, il y a beaucoup d'énarques parmi les élus politiques et les titulaires de portefeuilles, mais n'est-ce pas aussi absolument normal ? De jeunes gens aimant l'action publique accèdent quelques années après leurs études, encore plus ou moins jeunes, à des postes de responsabilité en la matière....

L'ENA, le contenu de son cursus, sa place peut-être trop importante dans l'ensemble des grands corps de l'État, tout cela n'est certainement pas parfait. Mais l'ENA bashing systématique, quasi compulsif, tourne en rond. Des ajustements peuvent s'opérer, mais les critiques obsessives devraient cesser. Le Point.fr 23.05

L'appât du gain achève la dislocation du PS et crée de vives tensions à LR.

Grille de lecture ou analyse de la situation politique à 10 jours du 1er tour des législatives.

Ils ont été plus loin qu'aux Etats-Unis en procédant au mélange des genres en associant dans le même gouvernement des membres de différents partis, mais rien ne dit que cela durera, car ils ont besoin d'un second parti pour assurer l'alternance tous les 5 ans.

REM ne pourra pas gouverner éternellement et ils le savent. Ils savent qu'à brève échéance, bien avant la fin du quinquennat, ils auront besoin d'un parti similaire pour assurer la relève, et ce parti ne peut être que LR, à moins qu'ils le brisent et misent sur le MoDem, sauf qu'il est intégré dans REM, et on ne voit pas l'UDI assumer ce rôle ou un autre parti, certainement pas le PS, ou alors il faudrait qu'ils virent ceux qui s'étaient opposés à Hollande, mais dans ce cas-là cela deviendrait une coquille vide, et de toutes manières cela ne réglerait pas le sort de LR. Dernière hypothèse, le PS changerait de nom et fusionnerait avec le MoDem qui sortirait de REM pour créer un nouveau parti, le parti démocrate qui serait étiqueté à gauche ou de centre-gauche.

REM se présentant comme un parti de droite avec un Premier ministre issu de LR, dès lors le sort de LR semblerait scellé, à moins qu'il n'ait été nommé uniquement pour diviser les rangs de LR, l'affaiblir le temps de cette élection, afin de lui ravir la première place à l'issue des législatives à défaut d'obtenir une majorité absolue, et un autre Premier ministre serait nommé immédiatement

après l'annonce des résultats, qui pourrait être issu ou non du PS, dans ce cas-là le destin de LR serait assuré.

Le PS réduit à une portion congrue ne pourrait plus prétendre jouer un rôle de premier plan, il ne disparaîtrait pas, mais serait intégré dans une coalition dominée par REM et le MoDem, il servirait uniquement à officiellement donner une caution de gauche à REM, même si c'était les éléments les plus droitiers du PS qui étaient demeurés dans ce parti. Quant à ses "frondeurs" qui sont tout autant des affairistes, ils pourraient rejoindre le mouvement de Mélenchon qui entre temps se sera un peu plus droitisé, à moins qu'il se disloque au lendemain des législatives après avoir subi une lourde défaite, c'est envisageable.

L'élément qui déterminera le sort des uns et des autres est pour le moment largement inconnu, l'attitude des électeurs, des travailleurs : S'abstiendront-ils massivement, leur vote se portera-t-il massivement sur les candidats de FI ? La crise qui a éclaté au FN va-t-elle conduire ses électeurs à s'abstenir ou à se reporter sur un autre parti, lequel, FI ? REM présentant des candidats inconnus dans un très nombre de circonscription profitera-t-il de la dynamique présidentielle et bénéficiera-t-il du matraquage médiatique ou l'inverse ? Nul ne peut répondre à ces questions à l'heure qu'il est, en tout cas j'en suis incapable en me basant uniquement sur les informations disponibles sur le Net.

- Législatives : Cambadélis perd ses nerfs face à une journaliste - LePoint.fr 24.05

- Hamon soutient les adversaires de Valls et El Khomri - Reuters

Le candidat socialiste dans la course à l'Elysée, Benoît Hamon, a annoncé mardi qu'il soutenait les adversaires de Manuel Valls et de Myriam El Khomri dans la perspective des élections législatives pour lesquelles il est lui-même candidat.

Benoît Hamon apporte son soutien à Michel Nouaille, candidat communiste opposé à Manuel Valls dans la première circonscription de l'Essonne.

Finaliste malheureux de la primaire, l'ancien Premier ministre n'avait pas respecté sa promesse de soutenir le vainqueur et avait appelé à voter pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Candidat à sa réélection, Manuel Valls n'est investi ni par le PS ni par La République en Marche, qui n'ont pas présenté de candidats contre lui.

Dans la 10e circonscription de l'Essonne, Benoît Hamon soutient le candidat communiste Philippe Rio plutôt que le député sortant Malek Boutih, estampillé "majorité présidentielle".

Opposant à la loi Travail défendue l'année dernière par la ministre Myriam El Khomri, Benoît Hamon ne soutient pas cette dernière dans la 18e circonscription de Paris, lui préférant la féministe Caroline de Haas, candidate sous la bannière EELV/PCF.

Dans la deuxième circonscription de Haute-Garonne, Benoît Hamon appuie le candidat EELV Salah Amokrane, qui l'a conseillé sur les questions d'égalité et de justice sociale durant la campagne, au détriment du député socialiste sortant Gérard Bapt, qui brigue un dixième mandat.

Benoît Hamon est candidat à sa réélection dans la circonscription de Trappes, dans les Yvelines, où il a été dépassé par le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 23.05

J'ai lu qu'il y avait 21 candidats qui se présentaient dans la circonscription de Valls, à croire qu'ils ont envie qu'il soit élu !

- Législatives : investis par le PS, ils s'affichent "avec Macron" - LePoint.fr

De la police au code couleur, certaines affiches ressemblent en tous points à celles des candidats investis par REM. Logiquement, le bleu domine assorti d'une allégeance à la « majorité présidentielle » : le passé socialiste est bien vite oublié.

En revanche, l'entourloupe est plus grande pour les investis PS profitant de l'étiquette de la majorité d'Emmanuel Macron. « Avec Emmanuel Macron, pour une majorité de progrès », peut-on lire sur fond bleu au-dessus de la photo de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. Les logos des partis qui la soutiennent – PS, PRG, UDE, et Génération écologie – ont été relégués en bas à droite du tract. Presque invisibles.

La plus remarquée ? L'ancienne ministre de la Santé Marisol Touraine, qui elle aussi s'est débarrassée des encombrants oripeaux socialistes. Exit le rose, place au bleu clair. Et puis pourquoi s'embêter quand on peut tout bonnement supprimer la mention « Parti socialiste » de son kit de campagne ? La candidate de la 3e circonscription d'Indre-et-Loire, bien qu'elle ait été investie par le PS, se présente donc comme « candidate de la majorité présidentielle avec Emmanuel Macron ».

Énervés, les militants socialistes tourangeaux ont lâché la députée sortante lundi, lui préférant EELV. Une cinquantaine de militants et de responsables socialistes tourangeaux ont lancé un appel aux électeurs les invitant à « porter leurs votes dès le 11 juin prochain sur les candidats fidèles aux valeurs de la gauche et de l'écologie ». La fédération socialiste d'Indre-et-Loire est même allée jusqu'à lancer une procédure d'exclusion contre elle. Son premier secrétaire, Francis Gérard, est remonté contre Marisol Touraine : « C'est une trahison, elle joue sa carte personnelle, c'est de l'opportunisme électoraliste. » Selon Le Figaro, le premier secrétaire du PS se serait contenté de lui passer un savon au téléphone, ce que Marisol Touraine dément : « Je n'ai absolument pas eu de rappel à l'ordre de la part de Jean-Christophe Cambadélis, les choses se passent très tranquillement », explique-t-elle au quotidien.

Emmanuel Macron avait pris soin de ménager les membres du PS jugés compatibles. Son parti n'a investi personne dans la 18e circonscription de Paris – où se présente Myriam El Khomri – ni dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire – où se présente Marisol Touraine. Un espace dans lequel les candidates se sont engouffrées.

Mais d'autres candidats socialistes vont encore plus loin. Il récupère l'habillement macroniste, même s'ils ont un candidat REM en face d'eux. Ainsi, le député sortant de l'Isère Erwann Binet a fait coller partout un cliché de lui serrant la main au nouveau président.

Pêle-mêle, ce camouflage est aussi le fait de Pierre-Yves Le Borgn' et de Philip Cordery pour les Français de l'étranger, de François André dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, d'Éric Vève dans la 1re circonscription du Calvados, ou encore d'Anthony Pitalier dans la 3e circonscription de Vendée. À nouveau, on cherche le rose, on cherche le logo, pour ne trouver que du bleu et du « majorité présidentielle ».

Rappelons, car on s'y perd, la ligne officielle du parti : ni soutien ni opposition à Macron. Jean-Christophe Cambadélis a notamment envoyé la semaine dernière une note dans les fédérations valant rappel à l'ordre pour ceux qui utilisent l'expression « majorité présidentielle » ou la photo d'Emmanuel Macron sur leurs affiches. Sauf que ce « rappel à l'ordre » n'a semblé effrayer personne. Solférino reste silencieux sur ces candidats aventureux. Sur France Inter lundi, le premier secrétaire du PS a estimé à « une petite quinzaine » ces candidats PS « qui s'affichent

avec la formule majorité présidentielle », en rappelant que ce n'était pas « la position du Parti socialiste ». Mais sans préconiser une quelconque exclusion. lepoint.fr 23.05

Quelle bande de rats !

- Pour Cambadélis, un changement de nom du PS "n'est pas impossible" - Le Huffington Post

Le changement de nom du Parti socialiste est une vieille rengaine qui revient souvent du côté de Solférino. Et en ce lundi 22 mai, c'est le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, qui a évoqué cette hypothèse.

Invité sur France inter, le candidat aux législatives dans la 16e circonscription de Paris a prédit un renouvellement en profondeur de son parti. "Le PS va se refonder, se restructurer, et je serai au milieu de ce travail. Il faut regarder l'évolution des courants progressistes en Europe : il y a peut-être une reformulation du progressisme à inventer", a-t-il déclaré.

Cette refondation doit-elle passer par un changement de nom pour le PS? "Ce n'est pas impossible, on décidera", répond Jean-Christophe Cambadélis. "Aujourd'hui, on voit bien qu'il faut une continuité mais il faut aussi incarner", a-t-il poursuivi.

C'est la première fois que le député de Paris adopte cette position, chère à Manuel Valls. En 2014, "Camba" expliquait en effet qu'il était "favorable à changer la carte d'identité du Parti socialiste, (...) mais pas au changement de nationalité" de son parti.

"Je reste sur la position de François Mitterrand. Socialiste est un beau nom qui a fait ses preuves, autant le garder", soutenait-il alors. Les bouleversements politiques observés depuis trois années, que ce soit au sein de sa formation politique ou du côté de Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, ont finalement conduit Jean-Christophe Cambadélis à changer d'avis sur cette question. [Le Huffington Post](http://LeHuffingtonPost) 22

- Jean-François Copé : "Le parti LR a besoin d'être revu de fond en comble" - Franceinfo

Une refondation complète. Voilà ce que demande Jean-François Copé pour son parti.

Les Républicains (LR). "Je pense que le parti LR, il a besoin d'être revu de fond en comble, du sol au plafond. Il faudra tout recommencer", a expliqué le maire de Meaux (Seine-et-Marne) sur le plateau des "4 Vérités" sur France 2, lundi 22 mai. Pour l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre, ce chantier doit intervenir après le second tour des législatives. "Au lendemain du 18 juin quoi qu'il arrive, il faudra tout réorganiser", assure-t-il.

"Pour faire quoi ?", interroge Jean-François Copé, avant de livrer sa réponse : "Pour faire que les voix différentes soient mieux entendues, pour faire qu'il n'y ait pas qu'une seule ligne avec le doigt sur la couture du pantalon, pour ne pas que celui qui est chef, s'il doit y en avoir un, vire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui". Pas de doute pour l'ex-patron de l'UMP : "Il faut changer, il faut ouvrir, il faut qu'il y ait des sensibilités, des tendances différentes." Franceinfo 22.05

- Laurent Wauquiez fustige «ceux qui ont préféré se vendre» à Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

- Woerth accuse Macron de vouloir créer un "parti unique" - AFP

Le député LR Eric Woerth a accusé dimanche Emmanuel Macron de vouloir créer un "parti unique" et jugé ce projet "très dangereux", appelant à voter pour les candidats de la droite et du centre aux législatives afin de bâtir une "opposition constructive" au chef de l'Etat.

Emmanuel Macron "cherche à créer un parti unique, c'est d'une grande violence (...) Le parti unique, c'est évidemment dangereux parce qu'il n'y a rien entre ce parti-là et les extrêmes. A un moment donné, il n'y a plus d'alternance possible", a affirmé au Grand Rendez-vous Europe 1-Cnews-Les Echos Eric Woerth, en charge du projet des Républicains pour les législatives des 11 et 18 juin.

Le nouveau chef de l'Etat "va cumuler absolument tous les pouvoirs, je pense que c'est critiquable (...) Le pouvoir ne sera pas à Matignon, pas à Bercy, il sera à l'Elysée autour d'Emmanuel Macron," a ajouté le député de l'Oise.

"En face de cela, il y a une autre alternative, c'est voter pour une majorité de droite et du centre qui travaillera avec le président de la République sans confrontation", a-t-il dit, assurant ne "pas être du tout dans l'idée d'une opposition systématique", mais d'une "opposition constructive".

Eric Woerth a estimé que le Premier ministre Edouard Philippe, issu des Républicains, s'est "fourvoyé politiquement" en acceptant ce poste. "Il va être dans une position humainement extrêmement difficile, à moins d'avoir une dose de cynisme absolue. Il va aller faire campagne contre tous les candidats qu'il a désignés lui-même au sein de la commission nationale d'investiture", a-t-il ajouté.

"Je me garderai bien de juger les hommes. C'est un ami (...) Je pense que, politiquement, il se fourvoie", a affirmé le député LR, pour qui Edouard Philippe "avait un rôle à jouer au sein de la droite" en vue d'une victoire aux législatives. AFP 21.05

- L'UDI prête à travailler avec Macron, selon Lagarde - Reuters

Le centriste Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, se dit prêt à travailler avec Emmanuel Macron, sans pour autant être "macroniste", en faisant valoir son soutien "à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

A trois semaines des élections législatives, dans un entretien au Parisien Dimanche, il met en garde le chef de l'Etat contre la tentation du "pouvoir absolu" à l'Assemblée nationale, "la pire illusion française qui a toujours abouti aux désillusions".

Le dirigeant centriste, allié aux Républicains pour le scrutin des 11 et 18 juin, envisage trois scénarios de coopération avec le nouveau pouvoir. "Sommes-nous pour autant macronistes? Non."

Si LR et l'UDI obtiennent la majorité absolue (au moins 289 députés), "pas question alors de faire la guerre au président", explique-t-il. "Il est suffisamment libéral pour qu'on puisse trouver des terrains d'entente et que ça se passe bien."

Si La République en Marche accède à l'Assemblée avec la majorité absolue "les élus UDI voteront les textes qui leur paraîtront bons." "Il aura notre soutien à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

S'agissant de la réforme du marché du travail, à laquelle l'exécutif veut procéder par ordonnances, les centristes celles-ci si elles sont "coécrites avec les groupes parlementaires", précise-t-il.

Troisième option : si une majorité relative se dégage, "il faudrait alors discuter pour construire une plate-forme de gouvernement rassemblant toutes les idées que l'on partage et arbitrer les autres". Une coalition à l'allemande à laquelle participerait l'UDI indépendamment de LR, souligne Jean-Christophe Lagarde. Reuters 22.05

En famille. Les dirigeants syndicaux sont satisfaits de leur rencontre avec le président de l'oligarchie.

Partant de là vous avez le droit de vous soulager et de les traiter de tout ce que vous voudrez, hormis de syndicalistes ouvriers !

- Macron veut boucler la réforme du travail en septembre - Reuters

Emmanuel Macron veut boucler la réforme du droit du travail en septembre, ont annoncé mardi les présidents de la CPME et de la CFE-CGC après avoir rencontré séparément le chef de l'Etat.

Le président s'est entretenu avec les partenaires sociaux des réformes qu'il veut mener dans les premiers mois de son quinquennat, les syndicats demandant du temps pour la concertation et le patronat des mesures rapides et fortes.

François Asselin (CPME) a précisé le calendrier aux journalistes : "concertation jusqu'à la mi-juin, à peu près, (...) loi d'habilitation durant l'été, avec une volonté du président de la République de passer au vote courant septembre".

Il s'agit du vote de la loi de ratification, Emmanuel Macron voulant réformer sur ce sujet par ordonnances, a-t-il précisé.

François Hommeril (CFE-CGC) a expliqué que le président souhaitait voir la loi de ratification votée fin septembre.

Pour les réformes des retraites et de l'assurance chômage, "on pourrait attendre, ou espérer en tout cas, aboutir sur quelque chose de construit, en tout cas de structuré, aux alentours de la moitié de l'année 2018", a dit François Asselin.

L'entourage d'Emmanuel Macron a précisé qu'il appartiendrait au Premier ministre, Edouard Philippe, et à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui verront les syndicats et le patronat à partir de mercredi, "d'établir un calendrier opérationnel et de discuter dans le détail des mesures".

"Le président a indiqué que la concertation était un élément indispensable pour mener ces réformes", a-t-on souligné.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a demandé à Emmanuel Macron de donner du temps à la concertation.

"Je lui ai demandé que la méthode ne soit pas à la hussarde, qu'il n'y ait pas une forme de précipitation qui ferait qu'il y aurait d'ici à la fin de l'été, fin août, le sentiment qu'il faudrait avoir tout réglé", a-t-il dit aux journalistes.

Même message du secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly : "Je plaide (...) pour que le calendrier soit détendu".

"Il y aura une concertation cet été mais on ne règle pas certains problèmes en trois réunions, c'est évident, ou alors c'est un blocage. Je n'ai pas senti une volonté de blocage du président", a-t-il dit aux journalistes.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a exprimé des désaccords avec le président mais salué le fait qu'il semblait prêt à donner un peu de temps à la concertation.

"Le calendrier a l'air d'avoir bougé (...) J'ai cru comprendre que l'agenda rapide qui était prévu n'est pas aussi rapide que ce que j'avais cru comprendre. L'échéance de fin août ou du 1er septembre a l'air plus floue", a déclaré Philippe Martinez, saluant une "bonne nouvelle".

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a pressé Emmanuel Macron de réformer rapidement et fermement le marché du travail et de baisser bien davantage qu'annoncé le coût du travail.

"La réforme du marché du travail devrait aller vite et je crois que c'est essentiel d'aller vite sur ce gros problème français", a-t-il dit après son entretien avec le président.

Il a dit lui avoir demandé de supprimer le dispositif de pénibilité et le prélèvement de l'impôt à la source et assuré que, en l'absence de modification, son projet de transformer le CICE en baisse des cotisations augmenterait le coût du travail.

Il a fait état de divergences avec Emmanuel Macron sur l'"amplitude" et "la rapidité" des réformes et estimé que si des mesures fortes étaient prises, l'économie repartirait.

François Asselin a précisé qu'Emmanuel Macron avait décidé d'un moratoire sur des contraintes liées à la pénibilité, sans abandonner le dispositif ni l'ambition de traiter ce sujet.

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a estimé mardi matin sur France 2 qu'il fallait "que les syndicats entendent la nécessité de faire bouger les lignes".

"Si on cherche à faire une loi qui rassure tout le monde et donne raison à tout le monde, (...) il n'y aura pas de texte", a-t-il dit, jugeant qu'"on n'a pas le droit de bloquer la France parce qu'on n'est pas d'accord avec telle ou telle mesure". Reuters et huffingtonpost.fr 23.05

Je vais dire un truc aux militants trotskystes du POI et du POID : Le jour où on pourra lire dans l'éditorial de votre journal que vos dirigeants ou votre parti a rompu avec les appareils pourris des syndicats, que leurs permanents ont démissionné de leurs fonctions au sein des instances des syndicats, ce jour-là on se posera la question de savoir si vos dirigeants et votre parti sont dignes de la confiance des travailleurs, pas avant !

Y aurait-il un militant de ces partis qui pourrait nous communiquer combien ils ont de permanents dans les syndicats, combien participent à différentes institutions, depuis combien d'années et quelle est leur rémunération ? J'ai déjà posé cette question dans le passé et personne ne m'a jamais répondu. Vous aurez pu observer si vous êtes attentifs, que pas un ex-dirigeant ou transfuge n'a abordé ce sujet dans ses déclarations ou entretiens ou ouvrages.

Macron va aussi frapper les classes moyennes.

Il a décidé d'abolir l'ISF et de taxer le patrimoine immobilier, cela va-t-il s'appliquer à l'habitation principale, à partir de quelle valeur ?

Un journaliste faisait remarquer que "les classes moyennes, c'était plutôt de l'immobilier", tandis que "le 1% les plus riches" possède un patrimoine plutôt composé "d'actions et d'obligations".

Quelques articles de presse de la veille.

Comment s'adresse le suzerain à ses vassaux.

- Travail: Macron rappellera aux syndicats ses priorités dont les ordonnances - AFP

"A ce stade, il ne va pas discuter du contenu précis de la réforme, car dès mercredi le Premier ministre et la ministre du Travail vont à leur tour recevoir les partenaires sociaux, pour construire de manière opérationnelle un agenda social, en affinant le calendrier des réformes, le cadre et la méthode de concertation", a précisé l'entourage du chef de l'Etat.

Le président ne compte pas non plus négocier mardi le principe des ordonnances. "Son agenda social et ses convictions ont été largement exprimés au cours de la campagne, les Français et les syndicats savent de quoi il retourne. Car il considère qu'il doit aller vite", a indiqué l'Elysée.

Les ordonnances resteront son choix même s'il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée à l'issue des législatives, souligne-t-on à l'Elysée.

La future réforme sera aussi l'occasion pour le nouveau président de mettre en pratique son credo : à lui les grandes lignes, au gouvernement la "déclinaison opérationnelle".

Le chef de l'Etat écoutera en retour mardi les partenaires sociaux et leurs priorités. Quant aux menaces de conflit social, il "est convaincu qu'il faut être capable de se dire ce sur quoi on est d'accord, ce sur quoi on n'est pas d'accord et ce sur quoi on est capable de discuter".

"A charge ensuite au gouvernement de déterminer un calendrier de concertation et de décider la manière concrète dont cette réforme sera mise en oeuvre, le calendrier de concertation ou encore la date où le projet de loi d'habilitation sera présenté au Conseil des ministres", a conclu l'Elysée. AFP 23.05

Le quinquennat de Hollande n'a jamais eu lieu et Macron n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande.

- Droit du travail: FO "prête à discuter" si "des marges de manoeuvre" existent - AFP

Force ouvrière est "prête à discuter" de la réforme du travail voulue par Emmanuel Macron s'il existe de véritables "marges de manoeuvre", assure dimanche son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, dans un entretien publié en ligne par Les Echos.

"De ce que j'ai pu entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que sur le code du travail, il y a des marges de manoeuvre, de vraies marges de discussion", dit M. Mailly au quotidien économique, affirmant que "si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter".

La discussion "doit être une vraie concertation sur le fond avec le temps nécessaire", prévient-il, mettant en garde contre la précipitation ayant, selon lui, conduit à la fronde sociale sur la loi El Khomri à la fin du quinquennat de François Hollande.

"Le conseil que je donne au gouvernement, c'est : "ayez des relations équilibrées avec les principales organisations syndicales, n'ayez pas d'interlocuteur privilégié, ça finit toujours mal"", poursuit-il, dans une référence voilée à la CFDT, soutien des précédentes réformes sociales.

M. Macron, comme ministre de l'Économie, "n'a pas fait preuve d'un grand esprit d'écoute et de dialogue", affirme M. Mailly, en citant notamment la loi éponyme qui a libéralisé le travail du dimanche. "Mais être ministre et président de la République, ce n'est pas la même chose. Nous le jugerons aux actes", conclut-il. AFP 21.05

Parole d'internaute

1- "Le candidat devenu président avait fortement envisagé de tirer sur les prud'hommes, avec en plus des difficultés actuelle rappelées :

"Seuls trois points, pour l'heure, semblent actés. Les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif seront bien plafonnées..."

http://www.liberation.fr/france/2017/05/02/loi-travail-2-les-pistes-du-chantier-macron_1566846

Certes ça devrait faire bondir les syndicats, mais comme plusieurs ont effectivement appelé à voter pour le nouveau POTF (par réf. à POTUS), pas sûr que ça manifeste tant que ça.

Et comme le gouvernement est en train d'acheter encore plus la presse (si, si, c'est possible !) pour lui brosser le poil dans le bon sens, ainsi par exemple le journal cité au-dessus : http://www.liberation.fr/france/2017/05/21/a-propos-de-mon-frere-directeur-de-la-communication-de-matignon_1571113 ("Quelles étaient les probabilités pour qu'un des responsables de la rédaction d'un titre de gauche soit le frère du responsable de la communication d'un Premier ministre de droite ? Quasiment nulles. Sauf dans les films. Et encore. Et pourtant. Il se trouve que le conseiller à la communication du nouveau Premier ministre Edouard Philippe n'est autre que mon frère Charles Hufnagel." : CQFD), donc ça ne risque par d'être le 4ème pouvoir qui va les gêner non plus.

Bref, on va à la catastrophe (pour les sans-dents uniquement) encore plus vite que prévu.

2- "Le sujet des Prud'Hommes m'interpelle particulièrement parce que je peux en parler d'expérience à titre de demandeur-salarié. La lenteur des procédures, notamment, m'avait conduit en 2014 à écrire à Mme Taubira en lui faisant une liste de propositions. Un courrier poli m'avait été renvoyé...point.

Quelques chiffres :

- sur 10 ans en moyenne, 200 000 nouvelles saisines déposées chaque année (ce chiffre n'a quasiment pas baissé alors que les ruptures conventionnelles ont explosé)
- chaque année, 200 000 saisines "en stock" selon le terme employé par le Ministère de la Justice
- délai en 1ère instance en hausse continue, de 15 mois en moyenne en 2015
- seulement une conciliation sur 10 aboutit
- plus de 60% de taux d'appel (sachant que dans les grandes villes le délai pour une audience en appel est d'environ 2 ans).

Bien qu'un avocat ne soit pas obligatoire en 1ère instance, un salarié qui tente de se défendre seul n'a quasiment aucune chance face à l'avocat d'une entreprise."

Macroniques

- Loi de moralisation de la vie politique : la fin des emplois familiaux - Franceinfo

Dans la rubrique ils osent tout.

- Richard Ferrand reste muet sur le "montage immobilier" révélé par le "Canard enchaîné", un porte-parole dénonce des "boules puantes" - Le Huffington Post

Richard Ferrand est le ministre de la Cohésion des territoires.

Le Huffington Post - "Que les boules puantes arrivent une semaine après la nomination de quelqu'un au poste de ministre alors que le sujet est connu aux Mutuelles de Bretagne depuis des

années, franchement, ça ne trompe personne", a laissé entendre Benjamin Griveaux, porte-parole du parti et candidat aux élections législatives dans la 5ème circonscription de Paris. Le Huffington Post 24.05

N'était-ce pas le cas de Fillon (entre autres) ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pays-Bas

- Une coalition penchant à droite envisagée aux Pays-Bas - Reuters

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte devrait chercher à former une coalition Reuters 22.05

Philippines Philippines: la loi martiale instaurée dans le Sud du pays - AFP Le président philippin Rodrigo Duterte a instauré mardi la loi martiale à Mindanao (sud) où de violents accrochages se sont produits avec des combattants liés au groupe Etat islamique (EI), et a abrégé sa visite en Russie où il rencontrait Vladimir Poutine. AFP 23.05

Bahreïn La police tire sur des manifestants à Bahreïn, 5 morts - AFP La police a ouvert le feu mardi à Bahreïn pour disperser des manifestants, faisant cinq morts et ravivant les tensions entre la dynastie sunnite et la population à majorité chiite dans ce pays du Golfe allié des Etats-Unis. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- Trump prévoit de fortes coupes budgétaires, surtout pour les pauvres - Reuters 24 mai

La Maison blanche a présenté mardi le premier projet de budget de la présidence Trump, une feuille de route qui prévoit de réduire considérablement le financement des programmes destinés aux plus pauvres pour combler le déficit.

S'il était adopté tel quel par le Congrès, le projet de budget Trump réduirait de 3.600 milliards de dollars (3.200 milliards d'euros) les dépenses publiques d'ici la fin de la décennie.

Au premier rang de ces coupes budgétaires, 800 milliards de dollars seraient économisés à la faveur d'une diminution de l'assurance santé Medicaid, destinée aux plus pauvres, et 192 milliards seraient prélevés dans les programmes de distribution de coupons alimentaires.

Le budget octroyé du Département d'Etat et celui consacré à l'aide au développement et à la lutte contre des maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, serait aussi réduit d'un tiers.

A l'inverse, le budget de la Défense serait, comme annoncé, l'un des seuls à augmenter, de 10% par rapport à l'actuel, et une avance de 1,6 milliard de dollars serait affectée à la construction d'un

mur le long de la frontière avec le Mexique, promesse de campagne de Donald Trump qui s'est engagé à en faire rembourser par la suite le coût par Mexico.

Interrogé sur les coupes budgétaires qui vont durement affecter les plus pauvres, le directeur du budget de la Maison blanche, Mick Mulvaney, a déclaré : "Il faut avoir de la compassion pour les gens qui reçoivent des fonds fédéraux, mais il faut aussi avoir de la compassion pour ceux qui paient pour cela." Reuters 24.05

Et dire que certains ont osé affirmer que Trump avait rendu le pouvoir au peuple...

ECONOMIE

UE

L'Union européenne des multinationales.

- La justice européenne invalide la taxe française sur les dividendes des grandes entreprises - Ruptures 18.05

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 17 mai que la taxe de 3 % sur les dividendes des grandes entreprises instaurée en France était contraire au droit bruxellois.

La modeste contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés avait été mise en place par la loi de finances rectificative pour 2012. Il s'agissait pour Bercy de compenser l'annulation d'un autre prélèvement déjà censuré par la CJUE.

L'Association française des entreprises privées (Afed) et une vingtaine de grands groupes français – dont Danone, Total, LVMH, Vivendi et Sanofi – avaient saisi la justice européenne pour contester cette taxe sur les dividendes distribués. Les géants du CAC 40 arguaient que les bénéfices de leurs filiales étrangères se trouvaient taxés deux fois : une première dans le pays d'origine, une seconde lors de leur distribution sous forme de dividendes par la maison-mère. Le Conseil d'État avait transmis le recours à la CJUE en juin 2016.

La justice européenne vient de donner raison à l'Afed et aux multinationales, mettant en avant l'article 4 de la directive bruxelloise sur les sociétés mères et leurs filiales, qui vise précisément à empêcher une double imposition des bénéfices distribués par une filiale à sa société mère.

L'Afed « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. »

Il se trouve que l'Afed a rédigé récemment avec le Medef, le Groupe des fédérations industrielles (GFI) et le Cercle de l'industrie (lobby patronal auprès des institutions européennes créé par Dominique Strauss-Kahn) une lettre pour encourager Emmanuel Macron à aller plus loin en matière d'intégration européenne – un conseil qui semble superflu tant est grand le zèle du nouveau président dans le domaine.

On comprend aisément l'attachement au projet européen des lobbies patronaux. Le jugement récent de la CJUE l'illustre à merveille. Dans un communiqué, l'Afed « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. » Les pleurnicheries patronales trouvent toujours une oreille compréhensive à Bruxelles.

La timide taxe rapportait chaque année deux milliards d'euros à l'État. L'Afep et les grands groupes français ne comptent pas se contenter de son annulation, ils veulent contraindre le ministère des Finances à rembourser aux entreprises concernées quatre milliards d'euros « indûment » perçus.

Avec Emmanuel Macron à l'Élysée, Édouard Philippe à Matignon et Bruno Le Maire à Bercy, il semble très peu probable que l'État s'oppose aux injonctions de la justice européenne. Par conséquent, on peut s'attendre à une confirmation française de l'illégalité du prélèvement. Il reviendra au gouvernement de soigner sa « com' » pour faire passer la pilule auprès des Français. Peut-être plus compliqué : il s'agira aussi de se montrer inventif pour combler le manque à gagner fiscal... ruptures-presse.fr 18.05